

Vingt-quatrième Conférence du PROE

17-19 septembre 2013
Apia (Samoa)

POINT 9.2.4 DE L'ORDRE DU JOUR :

Examen des Plans d'action nationaux conjoints sur l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophe (JNAP)

Objet

1. Informer les Membres des objectifs et des conclusions de l'examen des Plans d'action nationaux conjoints.

Contexte

2. Le Plan d'action national conjoint sur l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophe (JNAP) se rapporte à l'intégration de ces fonctions dans les pays océaniques. Pour les besoins du présent document, le sigle JNAP désigne à la fois le processus et le résultat, à savoir le plan national proprement dit. Ce processus est facilité par le PROE et ses partenaires régionaux.

3. Le PROE et la Division SOPAC de la CPS ont pris cette initiative en 2009 pour aider les pays à intégrer l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophe. Avant 2013, le « partenariat JNAP » s'était élargi aux institutions spécialisées des Nations Unies intervenant dans la région et au Programme australien des sciences du changement climatique et de la planification de l'adaptation dans le Pacifique (PACCSAP).

4. En 2011, le PROE a sollicité l'aide financière du Programme océanien d'assistance aux stratégies d'adaptation (PASAP) financé par l'Australie, à l'appui du projet JNAP du Secrétariat. En 2012, certaines composantes du projet PASAP ont été intégrées dans le PACCSAP, y compris le projet JNAP du Secrétariat.

5. L'un des résultats attendus du projet JNAP financé par le PACCSAP étant l'examen du processus JNAP, le présent examen a été réalisé en avril 2013.

6. L'examen a pour objectif de tirer des enseignements du processus JNAP afin d'améliorer celui-ci.

Rôle du PROE

7. Conformément à l'objectif stratégique 2.4.1¹ du PROE et au Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques (PIFACC, 2^e édition), ainsi qu'aux instructions données lors de différentes conférences du PROE, le rôle de celui-ci consiste à prendre systématiquement en compte le changement climatique et à l'intégrer dans la planification nationale et sectorielle et dans les processus et applications budgétaires.

8. Le PROE participe à l'élaboration et à l'intégration des JNAP de douze pays². Le volet régional du Programme pilote de protection contre les chocs climatiques (PPCR) continuera de faciliter l'accélération de ce processus dans les pays insulaires océaniques grâce aux compétences et à l'expertise du PROE (document CP 9.2.5.2).

9. L'examen a mis en lumière les facteurs de succès et les principaux obstacles suivants :

- Présence de « porte-drapeaux » qui témoignent de leur intérêt et de leur engagement en faveur de l'intégration de la gestion des risques de catastrophe (GRC) et du changement climatique (par exemple Tonga, Tuvalu).
- Adoption du concept JNAP au niveau ministériel ou interministériel (par exemple Tonga).
- Soutien ministériel à haut niveau et engagement en faveur de l'élaboration du JNAP (par exemple Tonga et Kiribati), et
- Mise en place d'un dispositif « officiel » de gouvernance présidant à l'élaboration du JNAP, désignant clairement l'organisme chef de file et assisté d'un groupe de travail interinstitutionnel ou d'un groupe d'experts déterminés (par exemple Tuvalu, Tonga et Kiribati).

Obstacles

10. Les pays se sont heurtés à des obstacles de taille pour élaborer leur JNAP. Certaines difficultés communes ont été relevées, bien que leurs caractères particuliers soient fonction du contexte social et politique du pays. Ils peuvent se résumer comme suit :

- La capacité des partenaires nationaux de consacrer du temps et des ressources à long terme, ainsi que l'ont noté, par exemple, Kiribati, les Îles Marshall et les Îles Cook, pour des raisons d'effectifs limités dans chaque organisme et de conflits de priorités. Les déplacements fréquents qu'occasionnent des conférences régionales et internationales font que les organismes ont d'autant plus de mal à assumer leurs fonctions essentielles, a fortiori à prendre de nouvelles initiatives telles que l'élaboration des JNAP, laquelle, à leurs yeux, ne relève pas de leur fonction essentielle.

¹ Plan stratégique 2011-2015 du Programme régional océanien de l'environnement, priorité stratégique 2.4.1 : « D'ici 2015, tous les pays et territoires insulaires océaniques auront renforcé leur capacité de riposte au changement climatique en améliorant leurs politiques, en mettant en œuvre des mesures pratiques d'adaptation, en améliorant la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique et en exécutant des initiatives visant un développement à faible intensité de carbone. »

² États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, République des Îles Marshall, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

- Il est attendu des partenaires régionaux qu'ils apportent une plus grande aide « concrète ». Malgré la présence de plusieurs partenaires régionaux et internationaux qui conduisent des programmes d'intégration de la GRC et de l'ACC et qui sont prêts à apporter leur aide, eux aussi se heurtent à leurs propres modalités d'engagement pour le financement de projets spécifiques. Les effectifs disponibles pour effectuer ce travail supplémentaire ne sont pas toujours suffisants pour respecter le calendrier, même lorsque les pays sont en mesure d'organiser leurs partenariats internes et leur aide interne (par exemple Nauru).
- Le gouvernement et ses différentes branches ne placent pas toujours l'élaboration du JNAP proprement dit en tête de leurs priorités, d'où des retards et un manque d'adhésion au sein du gouvernement.

Avantages d'un Plan d'action national conjoint

11. Un plan d'action national conjoint contribue par exemple à :

- faire mieux comprendre aux parties prenantes les relations étroites qui existent entre la gestion des risques de catastrophe et les risques associés au changement climatique et leurs conséquences sur les secteurs sensibles au climat ;
- faire mieux comprendre l'importance de la planification du développement compte tenu des risques liés au climat et aux catastrophes ;
- faire mieux connaître les différents types d'informations et de données qui existent et sont tenues à jour par les différentes branches du gouvernement et en montrer la pertinence ;
- encourager une coopération étroite entre les bureaux nationaux de gestion des catastrophes et les services en charge du changement climatique, les ministères sectoriels, les ONG et les organismes de la société civile ;
- dynamiser le dialogue interinstitutionnel et les contacts entre agents de différents organismes adoptant une même démarche ;
- rapprocher les parties prenantes à l'échelon national et local (et régional) afin de mutualiser les compétences, les informations, les connaissances et les ressources ; et
- renforcer les capacités institutionnelles, de manière à prendre en compte, de manière systématique et intégrée, les aléas actuels et l'évolution du changement climatique, tout en s'appuyant sur les processus traditionnels de gouvernance et de prise de décisions.

12. Le résumé analytique de l'examen est joint au présent document pour information.

Recommandation

13. La Conférence est invitée à :

- **prendre acte** des conclusions de l'examen des JNAP.